

Sommet Russie-Afrique 2027

**FAURE GNASSINGBE
PORTERA LA VOIX DU
TOGO A MOSCOU** P.2



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

TR TOGOREVEIL



Le pari d'une actualité qui réveille

TR 681 du 26 Octobre 2026



L'EAMAU CELEBRE SON JUBILE D'OR ET OUVRE UNE NOUVELLE ERE POUR L'AVENIR DES VILLES AFRICAINES

P.3 & 4

P.5



**Nouvelle stratégie de
financement routier au Togo**

**NAKA GNASSINGBE
AUX COMMANDES
DE LA SONAFIR** P.8

NEISA 2027 à Lomé

P.3

**LE TOGO OUVRE LA VOIE AU DEBAT SUR
L'AVENIR DU NUCLEAIRE EN AFRIQUE**

LEADERSHIP IMPERTURBABLE: P.9

**DU GÉNIE CRÉATIF TOGOLAIS À UNE
AMBITION PANAFRICAINNE, JOHANESS
MAKOUVIA BÂTIT UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL
DU LEADERSHIP**

e-ID Togo: P.9

**4,7 MILLIONS DE CITOYENS DÉJÀ IDENTIFIÉS,
LE PAYS ACCELERE SA REVOLUTION
NUMERIQUE**

De Lama-Kara à aujourd'hui: P.11

**UN SIECLE D'EDUCATION ET D'EVANGELISATION
CELEBRE A KARA**

Éducation:

**LE TOGO TRANSFORME SA SEMAINE CULTURELLE
EN LABORATOIRE DE TALENTS, D'INNOVATION
ET DE COMPETENCES** P.4



**Les notaires du Togo
en quête d'excellence**

**LA CNNT RENFORCE
LES COMPETENCES
DE SES MEMBRES
FACE AUX MUTATIONS
CONTEMPORAINES** P.7

Sommet Russie-Afrique 2027 :

FAURE GNASSINGBE PORTERA LA VOIX DU TOGO A MOSCOU



Les 28 et 29 octobre prochains, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, prendra part au troisième Sommet Russie-Afrique à Moscou. Cette rencontre de haut niveau réunira dirigeants africains et responsables russes autour des enjeux de coopération politique, économique et stratégique, dans un contexte marqué par la recomposition des partenariats internationaux sur le continent.

Le Togo sera représenté au plus haut niveau lors du troisième Sommet Russie-Afrique, prévu les 28 et 29 octobre à Moscou. La participation du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, témoigne de l'intérêt accordé par le pays aux grands rendez-vous diplomatiques qui façonnent les relations internationales et les perspectives de coopération entre l'Afrique et ses partenaires.

Organisée dans un contexte de profondes mutations géopolitiques, cette rencontre se veut une plateforme de dialogue destinée à renforcer les échanges entre la Fédération de Russie et les États africains. Les discussions devraient porter sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment les relations diplomatiques,

le développement économique, les investissements, l'énergie, l'agriculture, l'éducation, la sécurité ainsi que les nouvelles opportunités de partenariat.

Une diplomatie togolaise ouverte sur le monde

La participation de Faure Essozimna Gnassingbé s'inscrit dans la dynamique de diversification des partenariats internationaux poursuivie par le Togo depuis plusieurs années. Face à un environnement mondial en constante évolution, les pays africains multiplient les initiatives visant à élargir leurs espaces de coopération afin de soutenir leur développement économique et social.

Dans cette perspective, le sommet de Moscou représente une occasion privilégiée d'échanger sur les défis communs et d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration dans des secteurs stratégiques.

Pour le Togo, cette présence au rendez-vous Russie-Afrique permet également de suivre l'évolution des relations avec Moscou et d'identifier les domaines dans lesquels une coopération renforcée pourrait être envisagée au bénéfice du développement national.

Des enjeux économiques au cœur des discussions

Au-delà de sa dimension diplomatique, le sommet devrait accorder une place importante aux questions économiques. Les échanges pourraient porter sur le commerce, les investissements, les infrastructures, les technologies, l'énergie et le financement du développement.

Ces thématiques revêtent une importance particulière pour les pays africains, engagés dans des processus de transformation économique nécessitant des partenariats diversifiés et des mécanismes de coopération innovants.

Dans ce contexte, les rencontres bilatérales et les discussions en marge du sommet pourraient ouvrir la voie à de nouvelles initiatives favorisant les échanges économiques et les investissements entre les partenaires africains et russes.

Un rendez-vous stratégique pour les relations Afrique-Russie

Le troisième Sommet Russie-Afrique intervient à un moment où les relations entre la Russie et les pays africains

connaissent un intérêt renouvelé. Les deux parties cherchent à approfondir leur dialogue et à développer des cadres de coopération répondant aux priorités de développement du continent.

Au-delà des déclarations d'intention, l'attention sera portée sur les orientations concrètes qui émergeront des travaux ainsi que sur les projets susceptibles de renforcer les liens entre les États africains et la Russie.

Le Togo à l'écoute des nouvelles opportunités

Pour le Togo, l'enjeu sera de tirer profit de cette rencontre pour consolider sa présence diplomatique et explorer les opportunités offertes par un partenariat élargi avec la Russie. La participation du Président du Conseil traduit ainsi la volonté du pays de demeurer un acteur engagé dans les grands espaces de dialogue international et de contribuer aux réflexions sur les défis du développement, de la coopération et de la prospérité partagée.

Germain POULI

NEISA 2027 à Lomé :

LE TOGO OUVRE LA VOIE AU DEBAT SUR L'AVENIR DU NUCLEAIRE EN AFRIQUE



Du 1er au 3 juin 2027, la capitale togolaise deviendra le carrefour continental de la réflexion sur l'énergie nucléaire. En accueillant la troisième édition du Nuclear Energy Innovation Summit Africa (NEISA), le Togo affirme son ambition de participer activement aux grandes discussions sur la sécurité énergétique, la transition écologique et l'innovation technologique en Afrique. Lomé s'apprête à vivre un événement majeur dans le domaine de l'énergie. Durant trois jours, experts, décideurs politiques, scientifiques et partenaires internationaux se réuniront dans la capitale togolaise à l'occasion de la troisième édition du NEISA, un rendez-vous dédié à l'innovation nucléaire sur le continent africain. L'annonce a été faite mardi par le ministre délégué chargé de l'Énergie et des Ressources minières, Robert Eklo, lors d'une rencontre organisée en présence de Lassina Zerbo, ancien Premier ministre du Burkina Faso et figure reconnue du secteur nucléaire à l'échelle internationale.

Le Togo au cœur des débats sur la sécurité énergétique

Le choix du Togo pour accueillir cette importante rencontre continentale illustre la place grandissante qu'occupe le pays dans les discussions relatives à l'avenir énergétique de l'Afrique. Face à une demande croissante

en électricité et à la nécessité de soutenir l'industrialisation, de nombreux pays africains cherchent aujourd'hui à diversifier leurs sources d'approvisionnement énergétique.

Dans ce contexte, l'énergie nucléaire apparaît comme une option qui suscite un intérêt croissant. En organisant le NEISA, le Togo se positionne comme une plateforme de dialogue et de réflexion stratégique sur les solutions énergétiques de demain. Cette initiative s'inscrit dans la volonté des autorités togolaises d'explorer toutes les pistes susceptibles de renforcer la résilience énergétique du pays et de répondre durablement aux besoins des populations et des entreprises.

Le nucléaire, une énergie aux atouts reconnus

Parmi les arguments avancés par les défenseurs du nucléaire figure sa capacité à produire de l'électricité de façon continue. Contrairement aux énergies renouvelables intermittentes telles que le solaire ou l'éolien, dont la production dépend fortement des conditions météorologiques, une centrale nucléaire peut fonctionner de manière permanente et assurer une alimentation stable du réseau électrique.

Cette continuité constitue un avantage stratégique pour les économies en développement qui

nécessitent un approvisionnement régulier afin de soutenir la production industrielle, les infrastructures et les services publics.

Le nucléaire présente également des avantages sur le plan environnemental. Comparé aux énergies fossiles, il génère très peu d'émissions directes de gaz à effet de serre lors de la production d'électricité, contribuant ainsi aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique.

Des garanties en matière de sûreté La question de la sécurité demeure toutefois au centre des préoccupations lorsqu'il s'agit d'énergie nucléaire. Sur ce point, le ministre Robert Eklo a tenu à rassurer l'opinion en soulignant que le nucléaire civil compte parmi les sources d'énergie les plus encadrées au monde.

Il a notamment rappelé l'engagement du Togo à travers son adhésion à plusieurs conventions et traités internationaux portant sur la sûreté nucléaire, la sécurité des installations et la non-prolifération des matières radioactives.

Cette démarche témoigne de la volonté des autorités togolaises de s'aligner sur les standards internationaux les plus exigeants en matière de gouvernance et de contrôle du nucléaire civil.

Un projet ambitieux qui soulève des défis majeurs

Si les perspectives offertes par l'énergie nucléaire sont prometteuses, elles s'accompagnent néanmoins de défis considérables. La construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire exigent des investissements financiers très importants, des ressources humaines hautement qualifiées ainsi qu'un cadre réglementaire rigoureux.

Le financement d'un tel projet pourrait passer par des mécanismes innovants, notamment des partenariats public-privé ou des financements internationaux. Par ailleurs, le développement des compétences nationales dans les domaines de l'ingénierie nucléaire, de la sécurité et de la gestion des infrastructures constituerait une étape incontournable.

À ce jour, aucune décision officielle n'a été annoncée concernant la construction d'une centrale nucléaire au Togo. Les autorités privilégient pour l'instant la réflexion, l'évaluation et l'étude des différentes options disponibles.

Une opportunité stratégique pour l'Afrique

Au-delà des considérations nationales, le NEISA 2027 ambitionne de nourrir une réflexion plus large sur le rôle que pourrait jouer l'énergie nucléaire dans le développement du continent africain.

Face aux enjeux d'électrification, d'industrialisation et de transition énergétique, le sommet de Lomé offrira une plateforme unique d'échanges entre experts et décideurs. Les discussions permettront d'examiner les expériences internationales, les innovations technologiques et les mécanismes de financement susceptibles d'accompagner les ambitions énergétiques africaines.

Lomé, capitale africaine de l'innovation énergétique

Avec l'organisation du NEISA 2027, le Togo franchit une étape importante dans son positionnement comme acteur du dialogue continental sur les questions énergétiques. Plus qu'un simple sommet, cet événement représente une opportunité de réflexion stratégique sur les choix technologiques qui façonneront l'avenir énergétique du continent. La question demeure désormais de savoir si le nucléaire pourra, à terme, s'intégrer dans le mix énergétique togolais. Une certitude existe toutefois : à travers le NEISA 2027, Lomé se place déjà au centre des débats qui dessineront l'avenir énergétique de l'Afrique.

Germain POULI



NUCLEAR ENERGY INNOVATION SUMMIT FOR AFRICA

Éducation :

LE TOGO TRANSFORME SA SEMAINE CULTURELLE EN LABORATOIRE DE TALENTS, D'INNOVATION ET DE COMPETENCES

Le Gouvernement togolais engage une réforme majeure des activités extrascolaires en donnant naissance à la Semaine scientifique, technologique et culturelle. Portée par le ministère de l'Éducation nationale, cette nouvelle orientation ambitionne de faire de l'école un véritable espace d'expérimentation, de créativité et de découverte des métiers, en phase avec les objectifs de modernisation du système éducatif togolais. L'ancienne semaine culturelle évolue désormais vers une formule plus ambitieuse : la Semaine scientifique, technologique et culturelle. Cette réforme traduit la volonté des autorités de mieux relier les enseignements théoriques aux réalités pratiques, tout en offrant aux apprenants un cadre propice à l'expression de leurs talents, à l'innovation et à l'acquisition de compétences utiles pour leur avenir académique et professionnel. Elle s'inscrit dans la vision de modernisation de l'éducation portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, qui place le développement du capital humain au cœur de la transformation du pays.

Une école tournée vers la pratique et l'innovation

Avec cette nouvelle formule, les activités extrascolaires ne se limiteront plus aux seules manifestations culturelles et récréatives. Elles deviendront un véritable espace pédagogique où les élèves pourront expérimenter, créer, concevoir des projets et mettre en application les connaissances acquises en classe.

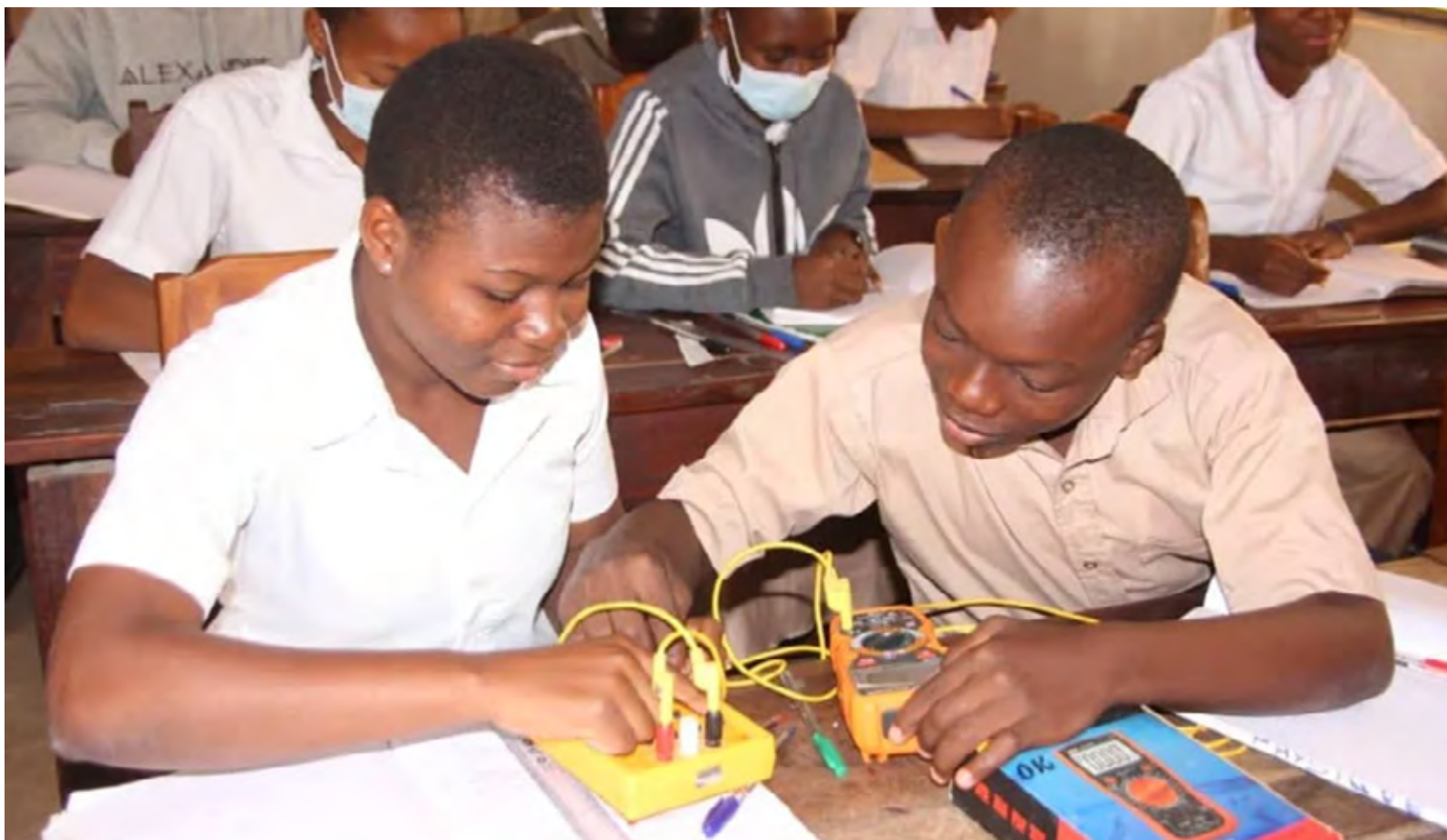
L'objectif est de développer chez les apprenants des compétences essentielles telles que l'esprit critique, la créativité, l'autonomie, la capacité d'innovation et le sens de l'initiative.

Cette évolution accompagne également les nouvelles orientations du système éducatif, notamment l'introduction progressive des classes-métiers et le renforcement de la formation pratique.

Les sciences au cœur de la nouvelle dynamique

Le premier pilier de cette réforme concerne les sciences. Les établissements sont désormais invités à organiser des expositions scientifiques, des expériences pratiques, des démonstrations, des concours et des conférences destinés à éveiller l'intérêt des élèves pour les disciplines scientifiques. Les apprenants auront l'occasion de présenter leurs propres projets de recherche ou d'innovation, favorisant ainsi l'observation, l'analyse et la résolution de problèmes concrets.

À travers ces activités, le ministère entend susciter davantage de vocations dans les domaines scientifiques et encourager une culture de la recherche dès le plus jeune âge.



La technologie et le numérique comme leviers d'avenir

Le deuxième volet est consacré aux technologies et à l'innovation. Il prévoit notamment des initiations à la programmation, à la robotique, aux outils numériques et à diverses applications technologiques.

Les élèves pourront concevoir des prototypes, participer à des ateliers pratiques ou encore découvrir les innovations qui transforment aujourd'hui les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de la santé ou des services.

Cette approche vise à renforcer la culture numérique des jeunes et à mieux les préparer aux exigences du marché du travail de demain, où les compétences technologiques occupent une place de plus en plus importante.

La culture et le sport conservent leur place essentielle

Si la réforme accorde une plus grande place aux sciences et à la technologie, elle ne remet nullement en cause l'importance des activités culturelles, artistiques et sportives. La musique, la danse, le théâtre, les activités littéraires, les expositions culturelles, les compétitions sportives et les concours de génie en herbe continueront d'occuper une place centrale dans la programmation. L'ambition du ministère est précisément de créer des passerelles entre ces différents univers afin de permettre aux élèves de développer des compétences diversifiées et complémentaires.

Une approche fondée sur les projets et l'interdisciplinarité

L'un des aspects majeurs de cette réforme réside dans la recherche de cohérence entre les différentes activités proposées. Le ministère souhaite éviter que cette semaine ne soit qu'une succession d'animations sans véritable portée pédagogique.

L'accent est donc mis sur l'interdisciplinarité, la réalisation de projets concrets et la participation active des apprenants. Les productions des élèves, leurs initiatives et leurs réalisations devront être valorisées afin de leur permettre de révéler pleinement leur potentiel.

Des partenariats pour rapprocher l'école du monde professionnel

La nouvelle orientation encourage également une plus grande ouverture des établissements sur leur environnement socio-économique.

Les écoles sont invitées à développer des collaborations avec les universités, les centres de formation technique et professionnelle, les entreprises, les organisations professionnelles, les collectivités territoriales ainsi que les associations.

La diaspora togolaise, riche de nombreuses expertises dans les domaines scientifiques et technologiques, est également appelée à contribuer à cette dynamique.

Ces partenariats permettront aux élèves de mieux comprendre les applications concrètes des savoirs enseignés à l'école, de découvrir différents métiers et de

préparer plus efficacement leur orientation professionnelle.

Une mobilisation collective pour réussir la réforme

La mise en œuvre de cette transformation reposera sur l'implication de tous les acteurs du système éducatif.

Les directeurs régionaux de l'éducation, les inspections, les chefs d'établissement et les enseignants assureront l'encadrement et le suivi des activités. Les parents d'élèves et les partenaires extérieurs sont également invités à participer à cette nouvelle dynamique.

Quant aux apprenants, ils sont appelés à devenir de véritables acteurs de leur formation en proposant et en réalisant des projets individuels ou collectifs.

Former les bâtisseurs du Togo de demain

Au-delà de l'organisation d'une simple semaine thématique, cette réforme porte une ambition plus profonde : faire de l'école togolaise un espace où les connaissances théoriques se prolongent naturellement par l'expérimentation, la créativité, l'innovation et la découverte du monde professionnel. En associant sciences, technologie, culture et sport, le gouvernement entend offrir à la jeunesse togolaise davantage d'opportunités pour développer ses compétences, révéler ses talents et se préparer aux défis du XXI^e siècle.

Togoreveil

ACHETER UN TERRAIN SEMBLE ASSEZ FACILE

Et Pourtant... Une Montagne de Problèmes peut se dresser devant vous

FAITES VOUS ACCOMPAGNER

+228 70 15 15 90

FRIMET
...Une Afrique des métiers

L'EAMAU CELEBRE SON JUBILE D'OR ET OUVRE UNE NOUVELLE ERE POUR L'AVENIR DES VILLES AFRICAINES

L'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU) a officiellement tourné une page décisive de son histoire. À Lomé, la clôture des festivités de son cinquantenaire a coïncidé ce mercredi avec le lancement de la rentrée académique 2026-2027. Placée sous le signe de l'innovation pédagogique, du numérique et de l'optimisation de la recherche, cette double célébration ambitionne de répondre plus efficacement aux défis complexes du développement urbain en Afrique. Présidée par le professeur Bourema Kansaye, ministre malien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et président du conseil d'administration de l'établissement, la cérémonie a également réuni Mama Omorou, ministre togolais de l'Éducation nationale, ainsi que la directrice générale de l'école, Dr Awa Krou Malam Boukar, aux côtés de nombreux fondateurs, anciens élèves et apprenants.

Bilan et perspectives après 50 ans d'excellence

La semaine commémorative a été rythmée par divers panels, expositions et rencontres institutionnelles axés sur l'intégration du patrimoine dans la conception architecturale, la gestion urbaine, le financement et les grands enjeux de l'urbanisation. Selon Dr Awa Krou Malam Boukar, ces réflexions ont permis d'évaluer le chemin parcouru et de structurer des recommandations concrètes pour bonifier les enseignements, dynamiser la recherche appliquée et optimiser le cadre de vie des étudiants.



Depuis sa fondation en 1975 consécutive à une résolution de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM), l'EAMAU s'est affirmée comme une institution de référence sur le continent. Elle a formé en un demi-siècle plus de 4 000 architectes, urbanistes et gestionnaires issus de 14 nationalités. Cette dynamique d'intégration s'est d'ailleurs vue renforcée lors de cette édition avec hissage du drapeau du Burundi, portant désormais à 15 le nombre de nationalités représentées au sein de l'école. Un modèle de coopération interétatique salué par Mama Omorou, qui

témoigne de la vitalité de l'enseignement supérieur africain.

Un virage numérique affirmé pour 2026-2027

Pour faire face aux mutations rapides des villes africaines (urbanisation accélérée, besoins criants en infrastructures, mobilité durable et urgence climatique), l'EAMAU entend accélérer sa transformation numérique dès cette nouvelle année académique. Les axes prioritaires incluent : la modernisation des équipements pédagogiques, la

numérisation progressive des bibliothèques, le développement de plateformes d'enseignement hybride et le renforcement des ressources humaines, de la recherche appliquée et des partenariats académiques. Forte de son héritage de cinq décennies, l'institution réaffirme ainsi sa volonté d'adapter constamment ses formations aux réalités et aux défis du continent.

Emyl KANFITINE

L'EAMAU... UN DEMI-SIECLE D'EXCELLENCE AU SERVICE DES VILLES AFRICAINES



Berceau de la pensée urbanistique et architecturale du continent, l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme a officiellement ouvert le bal de son cinquantenaire à Lomé.

Cinq décennies de bâtisseurs, d'innovations et de visions prospectives. L'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU) a lancé, ce lundi 12 octobre à Lomé, les festivités marquant son jubilé d'or, actant cinquante ans d'histoire au cœur de la transformation urbaine de l'Afrique.

C'est sous le regard attentif d'un parterre de personnalités éminentes que s'est déroulée la cérémonie inaugurale. Placée sous la présidence de Mme Gameti Ama Dzifa,

représentante du ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette ouverture officielle a également enregistré la présence remarquée de M. Alioune Sène, représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo. Entre dévoilement hautement symbolique du logo du cinquantenaire et parcours à travers une exposition architecturale saisissante, l'événement a d'emblée donné le ton de cette célébration mémorielle.

Un jubilé sous le signe de la réflexion prospective

Plus qu'une simple commémoration rétrospective, ce cinquantenaire s'impose comme un véritable carrefour d'intelligence collective

face aux grands bouleversements contemporains. Le programme des festivités déploie une programmation riche et multidimensionnelle : des tribunes scientifiques et panels thématiques consacrés aux impératifs d'avenir : la conception de villes durables, la transition et la résilience énergétique, ainsi que l'indispensable adaptation face aux dérèglements climatiques, des passerelles interculturelles et artistiques, mettant en valeur la richesse de la gastronomie traditionnelle et favorisant le brassage entre des générations d'étudiants venus de toute l'Afrique et des tournois sportifs et des excursions touristiques conçus pour cimenter l'esprit de corps et la solidarité au sein de la grande famille de l'EAMAU.

Un Impact Profond sur les Territoires Africains

En cinquante ans d'existence, l'EAMAU s'est affirmée comme un pôle de référence incontournable, formant plus de 4 000 architectes et urbanistes. Sur le terrain, leur empreinte se lit dans la structuration des quartiers, l'audace architecturale des édifices et la quête constante d'un urbanisme adapté aux aspirations des populations locales.

Relever les défis de la métropolisation africaine

À l'heure où les métropoles du continent connaissent des mutations démographiques et spatiales sans précédent, la vocation fondatrice de l'EAMAU prend une résonance cruciale. Repenser l'habitat, optimiser l'aménagement territorial, endiguer la crise du logement et doter les villes de structures pérennes constituent autant de chantiers titanesques auxquels s'attellent les diplômés de l'école. Prenant la parole lors des manifestations, Mme Gameti Ama Dzifa a plaidé avec conviction pour une synergie accrue entre les nations africaines, seule garante d'une mutualisation efficace des expertises. Elle a réitéré l'engagement indéfectible du Togo, fier pays hôte de l'institution, à accompagner l'EAMAU dans son essor et son rayonnement international.

« Pour les prochaines années,

l'accent sera notamment mis sur la qualité des formations, l'adaptation des programmes aux évolutions des métiers et des technologies, ainsi que le développement de la recherche sur les villes et les territoires africains. Le renforcement des partenariats avec les États, les collectivités territoriales, les universités et le secteur privé figure également parmi les priorités. »

Mme Gameti Ama Dzifa.

Elle a en outre rappelé que la recherche scientifique et l'excellence académique doivent impérativement demeurer des outils au service direct des politiques publiques et du mieux-être des communautés.

Vers un nouveau cycle d'ambitions

Portant la vision institutionnelle de l'école, le directeur général de l'EAMAU, Dr Malam Boukar Awa Krou, a réaffirmé la détermination de l'établissement à maintenir le cap de l'excellence. Pour lui, ce cinquantenaire est autant un hommage rendu aux bâtisseurs pionniers qu'un tremplin vers l'avenir. « L'enjeu est de continuer à former des professionnels capables d'accompagner les changements urbains et de contribuer à bâtir des villes répondant aux besoins des générations actuelles et futures », a-t-il souligné, résumant ainsi l'ambition intemporelle d'une institution résolument tournée vers le futur de l'architecture africaine.

Emyl KANFITINE

33 ans de l'OHADA

PACOME ADJOUROUVI SALUE LES PROGRES ET APPELLE A UNE NOUVELLE DYNAMIQUE



Trente-trois ans après sa création, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) s'affirme comme l'une des réalisations les plus structurantes de l'intégration africaine. En dotant ses États membres d'un cadre juridique commun, elle a contribué à renforcer la sécurité des investissements et à améliorer l'environnement des affaires. Mais de nouveaux défis appellent aujourd'hui à une consolidation des acquis et à une modernisation continue du dispositif.

L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) célèbre cette année ses trente-trois années d'existence. Plus de trois décennies après son lancement, cette institution demeure un acteur majeur de l'intégration juridique et économique en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Créée pour harmoniser les législations relatives au droit des affaires dans ses États membres, l'OHADA poursuit une ambition claire : offrir aux entreprises, aux investisseurs et aux opérateurs économiques un environnement juridique stable, prévisible et cohérent, favorable à la croissance et au développement. À l'occasion de cet anniversaire, le ministre togolais de la Justice, Pacôme Adjourové, également président du Conseil des ministres de l'OHADA, a salué les avancées enregistrées depuis la

création de l'organisation, tout en appelant à poursuivre les efforts destinés à améliorer l'efficacité et la compétitivité de son système juridique.

Un projet visionnaire au service de l'intégration africaine

L'OHADA regroupe aujourd'hui dix-sept États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, parmi lesquels figure le Togo. Sa création répondait à une nécessité : réduire les disparités entre les systèmes juridiques nationaux afin de favoriser les échanges économiques et d'attirer davantage d'investissements.

Avant l'avènement de l'organisation, la diversité des législations constituait souvent un obstacle pour les entreprises opérant dans plusieurs pays de la région. L'harmonisation du droit des affaires a permis de simplifier cet environnement et de renforcer la confiance des acteurs économiques. Cette initiative est aujourd'hui considérée comme l'une des expériences d'intégration juridique les plus abouties du continent africain.

Les Actes uniformes, socle du droit OHADA

L'un des principaux instruments de l'organisation réside dans les Actes uniformes, directement applicables dans l'ensemble des États membres. Ces textes réglementent des domaines essentiels de la vie économique, notamment

les sociétés commerciales, les sûretés, le recouvrement des créances, les procédures collectives, l'arbitrage et les modes alternatifs de règlement des différends et le droit commercial général.

Grâce à ces règles communes, les entreprises bénéficient d'un cadre juridique davantage harmonisé, ce qui facilite les investissements, sécurise les opérations commerciales et réduit les risques liés aux incertitudes réglementaires.

Une justice commune pour garantir l'uniformité du droit

L'efficacité du dispositif OHADA repose également sur son architecture institutionnelle.

La Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA), basée à Abidjan, joue un rôle central dans l'interprétation uniforme des textes. À travers ses décisions, elle contribue à assurer une application cohérente du droit OHADA dans l'ensemble des États membres.

Le Secrétariat permanent, installé à Yaoundé au Cameroun, assure quant à lui la coordination des activités de l'organisation et le suivi de ses réformes.

Cette organisation institutionnelle permet d'offrir aux opérateurs économiques des garanties supplémentaires en matière de sécurité juridique et judiciaire.

Des acquis à consolider

Après trente-trois années d'existence, l'OHADA a largement démontré sa capacité

à renforcer la sécurité des transactions et à améliorer l'attractivité économique de ses États membres.

Cependant, l'adoption de textes harmonisés ne constitue qu'une étape du processus. Leur mise en œuvre effective demeure un enjeu majeur.

La qualité des décisions judiciaires, la formation continue des magistrats, l'accessibilité du droit aux entreprises, la célérité des procédures et l'efficacité des institutions apparaissent aujourd'hui comme des défis essentiels pour renforcer davantage la compétitivité de l'espace OHADA.

Renforcer la confiance des investisseurs

À l'heure où les économies africaines cherchent à attirer davantage de capitaux et à accélérer leur industrialisation, la question de la sécurité juridique demeure déterminante.

Pour les investisseurs, la prévisibilité des règles, la protection des droits et l'efficacité des mécanismes de règlement des litiges constituent des critères essentiels dans les décisions d'investissement.

C'est pourquoi les responsables de l'organisation insistent sur la nécessité de préserver les acquis tout en poursuivant les réformes susceptibles d'adapter le droit harmonisé aux nouvelles réalités économiques et technologiques.

L'OHADA, un levier pour le développement économique

Au-delà de sa vocation juridique, l'OHADA contribue directement au développement économique de ses États membres. En favorisant un climat des affaires plus transparent et plus sécurisé, elle participe à la création d'un environnement propice à l'entrepreneuriat, à l'investissement et à la croissance.

Pour le Togo comme pour les autres pays membres, le défi consiste désormais à transformer davantage les avancées juridiques en opportunités économiques concrètes.

Une institution tournée vers l'avenir

Trente-trois ans après sa création, l'OHADA demeure un outil stratégique au service de l'intégration africaine. Face aux mutations de l'économie mondiale et aux exigences croissantes des investisseurs, son avenir dépendra de sa capacité à renforcer l'efficacité de ses institutions, à moderniser son cadre juridique et à garantir l'application effective de ses règles. C'est à ce prix qu'elle pourra continuer à jouer pleinement son rôle de moteur de la sécurité juridique, de la confiance économique et du développement des États membres.

Patrick NIMA

Les notaires du Togo en quête d'excellence :

LA CNNT RENFORCE LES COMPETENCES DE SES MEMBRES FACE AUX MUTATIONS CONTEMPORAINES



Lomé abrite depuis ce mercredi une session de formation de trois jours initiée par la Chambre nationale des notaires du Togo (CNNT). Placée sous le signe de l'adaptation et de la modernisation, cette rencontre vise à armer les professionnels face aux mutations juridiques, numériques et professionnelles. Dans un monde en perpétuelle mutation, la profession notariale se doit d'évoluer. C'est le credo porté par la Chambre nationale des notaires du Togo (CNNT), qui a ouvert, ce mercredi à Lomé, une session de formation intensive à l'intention de ses membres. Durant trois jours, les participants se pencheront sur des thématiques cruciales pour l'avenir de leur métier, au premier rang desquelles figurent la médiation, la cybersécurité et le tarif notarial. L'objectif affiché est double : consolider la qualité des services rendus aux citoyens et préserver inlassablement la sécurité juridique. Ouvrant les travaux, le président de la CNNT, Me Tcha Plinga Ebezou, a insisté avec force sur la nécessité impérieuse pour les professionnels du droit de renouveler régulièrement leurs connaissances.

« Le notaire ne peut plus se limiter à la rédaction des actes authentiques dans un contexte marqué par la complexification du droit, l'accélération des échanges et la digitalisation des procédures. La formation continue est un impératif pour l'excellence de la profession », a-t-il expliqué.

Vers de nouveaux horizons : le notaire acteur de la médiation

La première journée de cette rencontre a été entièrement dédiée à la médiation, un domaine en plein essor dans le règlement des différends. Les travaux ont débuté avec l'intervention remarquée du professeur Akodah Ayewouadan, enseignant de droit à l'Université de Lomé. À travers le premier module, intitulé « Le notaire, acteur naturel du processus de médiation », les participants ont disséqué le cadre juridique de cette pratique au Togo, ses enjeux majeurs ainsi que la place stratégique que les officiers publics peuvent et doivent occuper dans ce mécanisme alternatif. Les échanges ont mis en lumière une réalité incontournable : le notaire est aujourd'hui appelé à dépasser sa fonction traditionnelle

de conseil impartial pour devenir un véritable artisan de la résolution amiable des conflits. Une orientation particulièrement adaptée aux aspirations des justiciables en quête de rapidité et d'apaisement.

Le second module, axé sur les « Techniques et mise en pratique de la médiation en étude », a permis de décrypter les différentes étapes de conduite d'une médiation. Les praticiens ont également été outillés sur la valeur juridique et la force exécutoire conférée à l'accord issu de ce processus, illustrant l'efficacité de la démarche. Des débats nourris et des partages d'expériences sur le terrain ont enrichi cette première journée.

Sécurité numérique et rigueur tarifaire au cœur des prochains chantiers

Au-delà de la médiation, cette rencontre de deux jours s'est également articulée autour de deux piliers essentiels pour la pérennité et la sécurité des études notariales : La transition numérique et la cybersécurité : Animé par Étienne Douli, ce volet répond à une urgence absolue. La manipulation quotidienne de données hautement

confidentielles et de flux financiers sensibles expose les cabinets à des vulnérabilités croissantes. L'objectif de cette session est de doter les notaires de compétences numériques de base et de bonnes pratiques informatiques pour consolider leurs barrières préventives face aux cybermenaces.

Le tarif notarial : Dernier axe majeur de la formation, ce module conduit par Me Do Rego vise à sécuriser les pratiques tarifaires dans le strict respect de la déontologie, tout en rappelant le rôle cardinal du tarif dans l'équilibre financier des offices, la transparence des prestations fournies et, par ricochet, la protection des citoyens. À l'heure où le droit et la technologie se croisent à grande vitesse, la CNNT démontre, à travers cette initiative, sa volonté de bâtir une profession agile, moderne et résolument tournée vers l'excellence au service de la nation.

Emily KANFITINE

Nouvelle stratégie de financement routier au Togo

NAKA GNASSINGBE AUX COMMANDES DE LA SONAFIR



Avec l'arrivée de Naka Gnassingbé à la direction générale de la Société nationale de financement routier (SONAFIR), le Togo amorce une nouvelle phase de sa politique de financement des infrastructures routières. Née de la transformation de la SAFER, la nouvelle société devra mobiliser des ressources plus importantes et plus diversifiées afin d'accompagner les besoins croissants du réseau routier national. Nommée à la direction générale de la Société nationale de financement routier (SONAFIR), Naka Gnassingbé a officiellement pris ses fonctions le vendredi 23 octobre 2026 à l'issue d'une cérémonie de passation de service organisée à Lomé.

Elle succède ainsi à Atoute Outchantcha, dans le cadre de la transformation de la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) en SONAFIR, une réforme initiée par le gouvernement pour répondre aux nouveaux défis du secteur routier.

Une réforme pour accompagner les ambitions du pays

Créée le 26 juin 2026, la SONAFIR marque une évolution majeure dans l'approche togolaise du financement des infrastructures routières. Cette nouvelle structure est appelée à jouer un rôle plus large que celui assuré jusqu'ici par la SAFER. Alors que cette dernière concentrait essentiellement son action sur la mobilisation de ressources destinées à l'entretien des routes, la SONAFIR reçoit une mission plus ambitieuse, alignée sur les besoins croissants du pays en matière de construction, de modernisation et de réhabilitation des infrastructures. Cette mutation intervient dans un contexte où l'amélioration du réseau routier constitue un levier stratégique pour la compétitivité économique, la mobilité des personnes et des biens ainsi que l'intégration des territoires.

Répondre aux limites de l'ancien modèle

Après plus d'une décennie d'existence, la SAFER a contribué au financement de l'entretien routier. Toutefois, les évaluations réalisées ont mis en évidence certaines limites dans sa capacité à faire face à l'ampleur des besoins engendrés par l'expansion du réseau routier et les exigences de développement du pays.

Le gouvernement a donc choisi de faire évoluer le dispositif afin de disposer d'un outil plus performant, capable de mobiliser davantage de ressources et de diversifier les mécanismes de financement.

L'objectif est de permettre une prise en charge plus efficace des projets routiers, depuis leur conception jusqu'à leur réalisation, tout en assurant leur durabilité.

Naka Gnassingbé face à un défi stratégique
À la tête de la SONAFIR, Naka Gnassingbé hérite d'une mission particulièrement stratégique. Elle devra conduire la montée en puissance de la nouvelle société et développer des mécanismes innovants de mobilisation de fonds pour soutenir les investissements routiers. L'enjeu consiste notamment à élargir les sources de financement, à renforcer les partenariats et à anticiper les besoins futurs liés à l'entretien, à la réhabilitation et à la construction de nouvelles infrastructures.

Cette responsabilité intervient à un moment où les infrastructures routières occupent une place centrale dans les politiques publiques de développement économique et de désenclavement.

Un levier pour le développement économique

Le développement du réseau routier constitue un facteur essentiel de croissance. Des infrastructures modernes facilitent les échanges commerciaux, réduisent les coûts de transport, améliorent l'accès aux services sociaux et renforcent l'attractivité économique des territoires.

À travers la création de la SONAFIR, le gouvernement entend ainsi se doter d'un instrument capable d'accompagner les ambitions nationales en matière d'infrastructures et de soutenir la transformation économique du pays.

La mobilisation durable des ressources financières apparaît en effet comme une condition indispensable à la réalisation des grands projets routiers projetés pour les prochaines années.

Une nouvelle étape pour la modernisation du secteur routier

La prise de fonction de Naka Gnassingbé symbolise le démarrage opérationnel de la SONAFIR et l'entrée effective de la réforme dans sa phase de mise en œuvre.

Au-delà du changement institutionnel, les attentes portent désormais sur la capacité de la nouvelle société à innover dans le financement des infrastructures, à attirer des ressources additionnelles et à accompagner efficacement le développement du réseau routier national.



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germén POULI	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 36 18 56
COMITÉ DE RÉDACTION Romla YAWO Mancel A. SOGLO Londou KAWANA Patrick Nima Peggy	02 BP 20061 LOMÉ Adresse 585, Avenue du Grand-Seminaire Hédzranawo face Ets VINS D'ITALIE Tel: 22 61 12 19 / 22 36 18 56 00 02 70 54 E-mail: gpouli@yahoo.fr
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE	Tirage 4000 Exemplaires
SECRÉTARIAT Micheline MENSAN	IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U.
INFOGRAPHIE Alex KRATIDE (91 77 28 84)	

LEADERSHIP IMPERTURBABLE :

DU GÉNIE CRÉATIF TOGOLAIS À UNE AMBITION PANAFRICAINNE, JOHANESS MAKOUVIA BÂTIT UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL DU LEADERSHIP



Soutenu par trois ministères et structuré autour d'une architecture scientifique et académique réunissant des personnalités de premier plan, le Modèle du Leadership Imperturbable, initié, développé et conceptualisé par le jeune Togolais Johaness MAKOUVIA, ambitionne d'apporter une contribution originale à la pensée contemporaine du leadership. Trois ouvrages de son concepteur seront dédiés lors de la Semaine internationale du Leadership Imperturbable (SILI 2026). Le Togo entend contribuer à la réflexion contemporaine sur le leadership à travers une initiative portée par l'Ambassadeur Johaness MAKOUVIA. Son modèle repose sur la maîtrise de soi, le discernement, la résilience, l'intégrité et la capacité à prendre des décisions responsables face

aux crises et aux incertitudes. L'imperturbabilité ne signifie ni insensibilité ni passivité, mais la capacité à préserver sa lucidité sous pression et à agir avec justesse. Sa philosophie est résumée par cette formule : « Fais ce qu'il faut faire et non ce que tu dois faire. » Cette initiative bénéficie du soutien manifesté par trois départements ministériels : le Ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts. Cette convergence témoigne d'une mobilisation institutionnelle autour d'une démarche qui relie gouvernance, formation, transmission des valeurs et développement du potentiel humain.

Une architecture scientifique et académique structurée

Le modèle s'appuie sur l'Ossature systémique, scientifique et académique du Leadership Imperturbable (OSSALI), organisée autour de six organes complémentaires. Le Conseil Scientifique International du Modèle du Leadership Imperturbable (CSIMLI), présidé par le Professeur Essohanam BATCHANA, Président de l'Université publique de Datcha, oriente la démarche scientifique et veille à sa rigueur méthodologique. Le Comité International de Recherches sur le Leadership Imperturbable, dirigé par le Docteur Ladislav NZE BEKALE, Chef du bureau de liaison de l'Union africaine en Côte d'Ivoire, conduit les travaux de recherche. Le Comité Pédagogique de l'Académie du

Leadership Imperturbable, présidé par Madame Aimée Laurentine KANYANA, Ombudsman de la République du Burundi, structure les formations. Le Comité de Liaison Interinstitutionnel, présidé par le Professeur Komlan John KLOUSSE, favorise la coordination et les coopérations. La Grande Chancellerie, conduite par Madame KANYANA en qualité de Grande Chancelière, assure la reconnaissance honorifique, la mémoire institutionnelle et le registre des personnes formées. Enfin, le Haut Conseil d'Honneur réunit des personnalités des sphères académique, gouvernementale, sécuritaire et professionnelle, en tant qu'organe de rayonnement et de vigilance morale. Les Professeurs Komlan BATAWILA, Vice-Président du CSIMLI et ancien Premier Vice-président de l'Université de Lomé, et Joseph Koffi Nutefé TSIGBE, Coordonnateur scientifique au sein du Conseil, contribuent également à l'ancrage universitaire de la démarche. Cette organisation traduit la volonté de faire du Leadership Imperturbable non seulement une proposition intellectuelle, mais aussi un chantier de recherche, de formation et de coopération.

Trois ouvrages au rendez-vous de la SILI 2026

Auteur de trois ouvrages, Johaness MAKOUVIA entend transmettre et approfondir sa réflexion à travers l'écrit. Leurs dédicaces sont annoncées lors de la Semaine internationale du Leadership Imperturbable (SILI 2026), prévue du 14 au 19 décembre 2026 à Lomé, sous l'égide de l'Université de Lomé. Les ouvrages concernés sont Le Leader Imperturbable, consacré à la posture du leader face aux

perturbations ; Nul n'est Nul, qui met en lumière le potentiel humain et les possibilités de progression de chacun ; et La Capacitation du Leadership Imperturbable, qui explore la construction, le développement, la transmission et le déploiement opérationnel du modèle. Placée sous le thème « L'Imperturbabilité comme levier de gouvernance face aux défis contemporains africains », la SILI 2026 prévoit des activités de formation, des rencontres institutionnelles et un colloque scientifique, offrant un cadre de dialogue entre universitaires, chercheurs, responsables institutionnels et praticiens du leadership.

Une ambition qui appelle la rigueur scientifique

Dans un domaine enrichi par de nombreuses théories, Johaness MAKOUVIA ambitionne d'apporter une contribution originale à la réflexion africaine et internationale. La mobilisation institutionnelle, l'implication de scientifiques togolais et la production éditoriale constituent des leviers pour poursuivre cette démarche, dont la portée devra se consolider par la recherche, l'évaluation et l'étude de ses applications. À travers le Leadership Imperturbable, le jeune Togolais Johaness MAKOUVIA porte une ambition qui associe innovation conceptuelle, structuration académique et transmission du savoir. La SILI 2026 constituera une nouvelle étape pour faire connaître cette initiative et ouvrir davantage le dialogue autour de ses fondements et de ses perspectives.

Source : Cell Com

e-ID Togo :

4,7 MILLIONS DE CITOYENS DÉJÀ IDENTIFIÉS, LE PAYS ACCELERE SA REVOLUTION NUMERIQUE

Porté par l'ANID et financé par la Banque mondiale, le programme e-ID Togo franchit un seuil historique avec près de 80 % des cartes biométriques déjà distribuées. Une avancée majeure qui ouvre la voie à une administration plus efficace, à une meilleure inclusion sociale et à un accès facilité aux services essentiels. En effet plus de 4,7 millions de cartes biométriques ont été déjà remises à leurs bénéficiaires. Porté par une ambition d'inclusion et de modernisation de l'administration publique, le programme e-ID Togo place l'identification numérique au cœur de la transformation de l'État et de l'amélioration de l'accès aux services essentiels. Grâce à cette initiative le Togo poursuit

méthodiquement sa marche vers une société davantage connectée, inclusive et modernisée. Le programme national d'identification biométrique e-ID Togo, l'un des projets les plus ambitieux en matière de gouvernance numérique, affiche des résultats particulièrement encourageants.

Selon les dernières données disponibles, près de 4,72 millions de cartes biométriques ont déjà été distribuées sur un total d'environ 5,9 millions produites. Cela représente un taux de distribution proche de 80 %, tandis qu'environ 1,18 million de cartes restent encore à remettre à leurs titulaires.



Cette avancée témoigne de l'ampleur du déploiement réalisé sur l'ensemble du territoire national et de la volonté des autorités de garantir à chaque citoyen et résident une identité officielle fiable et sécurisée.

Un programme stratégique soutenu par la Banque mondiale

Financé à hauteur de 72 millions de dollars par la Banque mondiale, le programme e-ID Togo est piloté par l'Agence nationale d'identification (ANID). Il constitue l'un des principaux piliers de la stratégie nationale de transformation numérique engagée par le gouvernement.

L'objectif est clair : permettre à chaque personne éligible de disposer d'une identité reconnue et vérifiable, tout en facilitant l'accès aux services publics et privés.

À travers cette initiative, le Togo entend répondre à un défi majeur qui a longtemps freiné l'inclusion administrative et sociale. Avant le lancement du programme, moins de 15 % de la population possédait une carte nationale d'identité, limitant l'accès à de nombreux services essentiels.

L'inclusion au cœur du dispositif

Mission 300 :

L'une des particularités du programme réside dans son caractère inclusif. Le système est entièrement gratuit et accessible sans discrimination de genre, de religion ou d'origine, conformément aux critères établis par les autorités.

Chaque citoyen togolais ou résident au Togo peut ainsi recevoir un Numéro d'Identification Unique (NIU), attribué une seule fois au cours de sa vie. Ce numéro repose sur des données démographiques et biométriques permettant d'établir l'identité de manière fiable et sécurisée.

Grâce à cette approche, l'État se dote progressivement d'un registre national moderne capable d'améliorer la gestion administrative et de renforcer la qualité des services offerts aux populations.

Un passeport vers de multiples services

Au-delà de la simple délivrance d'une carte, le NIU est appelé à devenir le socle de nombreuses interactions entre les citoyens et les institutions.

Il facilitera notamment l'accès aux services de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, de la finance, des pensions ainsi qu'aux différents dispositifs de transferts monétaires.

Les relations avec les administrations

publiques, les banques et plusieurs organismes de services devraient ainsi gagner en rapidité, en efficacité et en transparence.

Dans un contexte où la digitalisation des procédures constitue une priorité, l'identification biométrique apparaît comme un levier essentiel pour réduire les lourdeurs administratives et améliorer l'expérience des usagers.

Un outil de modernisation de l'action publique

Pour les pouvoirs publics, les bénéfices attendus dépassent largement le cadre de l'identification individuelle.

Une base de données fiable permet en effet de mieux coordonner les services publics, de renforcer l'efficacité des politiques sociales et d'améliorer le ciblage des programmes gouvernementaux. Elle favorise également une meilleure planification des investissements et une gestion plus performante des ressources publiques. L'e-ID Togo s'inscrit ainsi dans une dynamique plus large visant à construire une administration moderne, capable de répondre aux exigences d'un développement durable et inclusif.

Le défi de la dernière ligne droite

Malgré ces résultats encourageants, le chantier n'est pas encore achevé. Les autorités devront désormais accélérer la distribution du million de cartes restantes afin de garantir une couverture maximale de la population.

Parallèlement, la réussite durable du programme reposera sur plusieurs facteurs clés : la protection des données personnelles, la sécurité des systèmes d'information, la fiabilité continue des mécanismes d'identification et l'accessibilité effective des services associés.

Une révolution silencieuse pour l'inclusion citoyenne

Avec près de huit bénéficiaires sur dix déjà servis, e-ID Togo s'affirme comme l'un des projets de transformation numérique les plus structurants du pays. Bien plus qu'une simple carte biométrique, le programme pose les bases d'une nouvelle relation entre l'État et les citoyens, fondée sur l'inclusion, la modernisation et l'accès équitable aux services. Un enjeu majeur pour le développement du Togo à l'ère du numérique.

Gerard EYOU

LE TOGO VEUT MOBILISER 3 MILLIARDS DE DOLLARS POUR L'ACCES UNIVERSEL A L'ELECTRICITE EN 2030



Le gouvernement togolais franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de transformation énergétique. À travers le Pacte national énergie, présenté ce lundi dans le cadre de la Mission 300, le pays affiche des ambitions élevées pour élargir l'accès à l'électricité, renforcer les énergies renouvelables et mobiliser des investissements massifs au service du développement.

Le Togo confirme sa détermination à faire de l'énergie un levier majeur de croissance économique et de progrès social. Réuni autour du Pacte national énergie, le gouvernement a dévoilé les objectifs opérationnels qui doivent permettre au pays d'atteindre l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030.

Cette initiative s'inscrit dans le

cadre de la Mission 300, mise en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAD). Elle vise à répondre durablement aux besoins croissants des populations et des entreprises tout en accélérant la transition énergétique nationale.

Des objectifs ambitieux pour transformer le secteur énergétique

Le Pacte national énergie repose sur trois objectifs majeurs qui traduisent l'ambition du gouvernement de moderniser profondément le secteur.

D'ici 2030, le Togo entend atteindre : 80 % de couverture en solutions de cuisson propre, plus de 50 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national et la mobilisation de 3 milliards de dollars d'investissements, dont 1,68 milliard

de dollars issus du secteur privé. Ces indicateurs illustrent la volonté des autorités de conjuguer accès à l'énergie, protection de l'environnement et attractivité économique.

Un pari sur les infrastructures et les énergies renouvelables

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs axes stratégiques ont été identifiés.

Le Pacte prévoit notamment le renforcement des infrastructures de production et de distribution d'électricité afin d'améliorer la couverture du territoire national et la qualité du service. L'intégration énergétique régionale figure également parmi les priorités afin de renforcer la sécurité énergétique du pays.

Une attention particulière est

accordée aux solutions solaires décentralisées, considérées comme un moyen efficace d'étendre rapidement l'accès à l'électricité dans les zones éloignées ou insuffisamment desservies.

Cette orientation traduit la volonté de tirer parti du potentiel solaire du pays tout en réduisant progressivement la dépendance aux sources d'énergie conventionnelles.

Le secteur privé appelé à jouer un rôle déterminant

L'un des piliers du Pacte national énergie repose sur une implication accrue des investisseurs privés.

Avec plus de la moitié des financements attendus provenant d'acteurs privés, le gouvernement mise sur des partenariats solides capables d'accélérer la réalisation des projets énergétiques et d'introduire davantage d'innovation dans le secteur.

Cette approche vise également à améliorer la performance des opérateurs, à renforcer la compétitivité du marché et à mobiliser des ressources complémentaires pour financer les infrastructures nécessaires.

Au-delà des financements, le défi de l'exécution

Si les objectifs affichés sont ambitieux, leur réussite dépendra avant tout de la capacité à transformer les engagements financiers en réalisations concrètes. La construction d'infrastructures, l'extension des réseaux, le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'accès aux solutions de cuisson propre devront se traduire par des résultats perceptibles dans le quotidien des populations.

L'efficacité de la gouvernance du secteur, la mobilisation des partenaires techniques et financiers ainsi que le suivi rigoureux des projets constitueront des facteurs essentiels de succès.

Une énergie au service du développement économique

À travers ce Pacte, le Togo entend créer les conditions nécessaires à une croissance plus inclusive et plus durable.

L'amélioration de l'accès à l'électricité représente un enjeu stratégique pour les ménages, les petites entreprises, les industries, les services et l'ensemble des activités productives. Elle contribue également à renforcer l'attractivité du pays pour les investissements et à soutenir la création d'emplois.

Dans cette perspective, le Pacte national énergie s'inscrit comme un instrument central de la transformation économique du pays et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le pari de l'électrification universelle

Avec la Mission 300 et le Pacte national énergie, le Togo affiche une vision claire : faire de l'accès à une énergie moderne, propre et accessible un moteur de développement. Entre transition énergétique, mobilisation des investissements et extension des infrastructures, le pays se donne les moyens de rapprocher l'objectif d'une couverture électrique universelle d'ici 2030.

Gérard EYOU

De Lama-Kara à aujourd'hui :

UN SIECLE D'EDUCATION ET D'EVANGELISATION CELEBRE A KARA

Pour sa première sortie officielle à la tête de la Conférence des évêques du Togo (CET), Mgr Jacques Danka Longa a présidé la messe pontificale marquant la clôture du centenaire des Journées missionnaires mondiales à Kara. Une célébration riche en symboles qui a mis en lumière cent ans d'histoire missionnaire, d'engagement pastoral et d'action éducative dans le nord du Togo. La ville de Kara a vécu, dimanche, un moment de profonde signification spirituelle et historique à l'occasion de la clôture du centenaire des Journées missionnaires mondiales. La célébration, organisée à la cathédrale Saint-Pierre-et-Paul, a été présidée par Mgr Jacques Danka Longa, évêque de Kara, à l'occasion de sa première sortie officielle en tant que président de la Conférence des évêques du Togo (CET). Cette cérémonie a réuni fidèles, responsables religieux et communautés chrétiennes autour d'un double anniversaire : celui des Journées missionnaires mondiales et celui des cent ans de la présence des premiers missionnaires dans la région de Kara.

Un siècle de présence missionnaire au service de l'évangélisation

L'histoire de l'Eglise catholique dans la région de Kara est intimement liée à l'arrivée des premiers missionnaires au début du XX^e siècle, notamment dans la localité de Tchitchao. Portés par leur mission d'évangélisation, ces pionniers ont rapidement compris que l'éducation constituait un puissant vecteur de



transmission des valeurs chrétiennes et de promotion humaine. Dès leur installation, ils ont lancé des programmes d'alphabétisation et multiplié les initiatives éducatives afin de favoriser l'accès au savoir et l'enracinement de la foi chrétienne. Cette démarche a contribué à façonner durablement le paysage éducatif et religieux de la région.

L'école, premier instrument de la mission

L'action missionnaire s'est traduite très tôt par la création d'établissements scolaires destinés à former les jeunes générations. La première école catholique de la région a ouvert ses portes à Lama-Kara en novembre 1926, marquant une étape importante dans l'implantation du catholicisme au nord du Togo. Quelques années

plus tard, en 1929, une autre école voyait le jour à Kouméa, renforçant davantage le maillage éducatif mis en place par les missionnaires. À travers ces établissements, l'Eglise a joué un rôle déterminant dans la diffusion de l'instruction, la formation des cadres et l'accompagnement du développement humain dans la région.

La mission, une responsabilité partagée

Célébrée chaque année l'avant-dernier dimanche du mois d'octobre, la Journée mondiale des missions rappelle à l'ensemble des fidèles leur responsabilité dans l'annonce de l'Evangile. Ce message a été au cœur de la célébration présidée par Mgr Jacques Danka Longa. La mission n'est pas réservée aux seuls

religieux ou missionnaires. Elle engage chaque croyant selon ses capacités, ses talents et les moyens dont il dispose. Cette vision de la mission comme engagement collectif demeure l'un des fondements de l'action pastorale de l'Eglise catholique.

Une prise de fonction sous le signe de la continuité

La présence de Mgr Jacques Danka Longa à la tête de cette célébration revêtait également une portée institutionnelle particulière. Désormais président de la Conférence des évêques du Togo, il effectue son entrée dans ses nouvelles fonctions dans un contexte marqué par la mémoire, la transmission et la continuité de l'œuvre pastorale. Cette première sortie officielle

apparaît comme un symbole fort de son attachement à l'histoire de l'Eglise togolaise et à l'héritage laissé par les générations de missionnaires qui ont contribué à l'essor du catholicisme dans le pays.

Préserver l'héritage et préparer l'avenir

Au-delà du souvenir du passé, ce centenaire invite également à réfléchir aux défis actuels de l'évangélisation et de la formation des jeunes générations. Dans un monde en pleine mutation, l'Eglise est appelée à poursuivre son engagement dans les domaines de l'éducation, de la promotion humaine, de la solidarité et de l'accompagnement spirituel. Le parcours des premiers missionnaires rappelle combien la transmission du savoir, de la foi et des valeurs demeure essentielle pour bâtir des communautés fortes et résilientes.

Une célébration entre mémoire et espérance

La clôture du centenaire des Journées missionnaires mondiales à Kara restera comme un moment de communion et de gratitude envers tous ceux qui ont contribué à l'édification de l'Eglise dans le nord du Togo. En présidant cette célébration historique, Mgr Jacques Danka Longa a placé son mandat à la tête de la CET sous le signe de la fidélité à l'héritage missionnaire, de la continuité pastorale et de l'espérance pour les générations futures.

Germain POULI

Grand Lomé :

VASTE OPERATION DE DESENCOMBREMENT DES VOIES PUBLIQUES DU 2 AU 20 NOVEMBRE



Le District autonome du Grand-Lomé (DAGL) engage une nouvelle campagne de désencombrement des voies bitumées et pavées. Prévue du 2 au 20 novembre, cette opération vise à restaurer l'usage normal des espaces publics, à fluidifier la circulation et à renforcer la sécurité des usagers dans la capitale et sa périphérie. Le District autonome du Grand-Lomé (DAGL) poursuit ses efforts pour améliorer le cadre de vie urbain et assurer une meilleure gestion de l'espace public. Dans cette perspective, une opération de désencombrement des voies bitumées et pavées sera menée du 2 au 20 novembre sur l'ensemble du territoire du Grand-Lomé.

Cette initiative cible principalement les occupations irrégulières des emprises routières par des installations non autorisées, notamment les étals de commerce, les kiosques, les garages et diverses constructions implantées sur les dépendances des voies publiques.

Rétablir la circulation et renforcer la sécurité

L'occupation anarchique des abords des routes constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure pour les autorités locales. Dans plusieurs quartiers, ces installations réduisent l'espace réservé à la circulation, compliquent les déplacements des piétons et des automobilistes et augmentent les risques d'accidents.

À travers cette opération, le DAGL entend restaurer les conditions normales d'utilisation des infrastructures routières et améliorer la mobilité urbaine dans une agglomération confrontée à une croissance démographique et à un trafic de plus en plus dense. L'objectif est également de garantir une meilleure visibilité sur les axes routiers et de sécuriser les déplacements des usagers.

Une problématique récurrente

Cette campagne intervient dans un contexte où les occupations irrégulières du domaine public demeurent fréquentes malgré plusieurs opérations de déguerpissement réalisées ces dernières années. Si certaines interventions ont permis de libérer temporairement des espaces, le retour progressif de nouvelles installations a souvent limité la portée des actions engagées. Cette situation met en évidence la nécessité de maintenir un contrôle permanent et de renforcer le respect des règles relatives à l'occupation du domaine public.

L'enjeu de la durabilité des actions

Au-delà du désencombrement proprement dit, les autorités sont confrontées à un défi plus large : garantir l'application durable des mesures prises. La réussite de cette nouvelle opération dépendra non seulement de l'efficacité des interventions sur le terrain, mais aussi du suivi qui en sera assuré après leur exécution. La sensibilisation des populations, l'information

des commerçants et le respect des espaces aménagés apparaissent comme des éléments essentiels pour prévenir la réapparition des occupations irrégulières. Une meilleure appropriation des règles par les citoyens pourrait ainsi contribuer à préserver durablement les résultats attendus.

Vers un espace urbain mieux organisé

L'action annoncée par le District autonome du Grand-Lomé s'inscrit dans une démarche plus globale de modernisation et d'assainissement de l'environnement urbain. La gestion efficace de l'espace public constitue en effet un facteur déterminant pour la mobilité, l'attractivité économique et la qualité de vie des habitants. En libérant les emprises routières et en veillant au respect des normes d'occupation du domaine public, les autorités entendent favoriser une ville plus accessible, plus sûre et mieux organisée.

Un défi entre fermeté et sensibilisation

L'opération de désencombrement prévue du 2 au 20 novembre représente une nouvelle étape dans les efforts d'organisation urbaine du Grand-Lomé. Toutefois, son succès se mesurera surtout à la capacité des acteurs concernés à maintenir les espaces libérés, à respecter les règles établies et à concilier les impératifs de sécurité, de mobilité et d'activité économique.

Togoreveil

27 NOV
13 DEC
2026

F^{21^e}IRE

INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

Thème

Lomé, Hub du commerce et des
 investissements en Afrique

I B D A S T U D I O



+1300
Exposants

+800.000
Visiteurs

900.000 m²
d'Espace



EXPOSITIONS



RENCONTRES B2B



FORMATIONS



DIVERTISSEMENTS



+228 91207070 | 99207070 | 79500000

www.cetef.tg

facebook twitter instagram cetef